



Direction départementale des Territoires de l'Aisne

Service environnement

☞ n°LE/2010/

Arrêté préfectoral autorisant la commune de Trélou-sur-Marne, en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, à réaliser des travaux d'équipements ruraux hydroviticols sur le territoire communal, lieudit « secteur de Chassins ».

**Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment l'article L.211-1;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;
VU le code civil, et notamment son article 640 ;
VU le code du patrimoine, et notamment son article L.531-14 ;
VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 du Préfet de la région d'Ile de France, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
VU le schéma des vocations piscicoles et halieutiques du département de l'Aisne de 1992 ;
VU la directive-cadre sur l'eau du 23 octobre 2000 modifiée ;
VU l'arrêté préfectoral du 16 novembre 2007 portant approbation du plan de prévention du risque inondation par débordement de la rivière Marne sur 27 communes ;
VU l'arrêté inter-préfectoral relatif à l'adoption de pratiques et d'aménagements limitant les transferts de produits phytosanitaires vers les eaux sur l'aire de production de l'Appellation d'Origine Contrôlée Champagne ;
VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçue le 1er juillet 2008, présentée par la commune de Trélou-sur-Marne, représentée par le Maire, Monsieur Michel GUEUCIER, enregistrée sous le n° 02-2008-00111 et relative aux travaux d'équipements ruraux hydroviticols sur le territoire de Trélou-sur-Marne, secteur de Chassins ;
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 5 janvier 2009 au 5 février 2009 inclus ;
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 13 mars 2009 ;
VU l'avis réputé favorable de la commune de Trélou-sur-Marne ;
VU l'avis de l'établissement public Voies Navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, en date du 11 septembre 2008 ;
VU l'avis de la Direction régionale de l'archéologie et de la culture en matière de prévention archéologique en date du 3 novembre 2008 ;
VU l'expertise faune flore et les recommandations sur l'aménagement et l'entretien du bassin A ;
VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 2 octobre 2009 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Aisne en date du 16 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau, notamment eu égard aux normes de rejet, aux mesures compensatoires, à l'auto-surveillance des rejets, au suivi et à l'entretien des ouvrages.

CONSIDERANT que les avis exprimés lors de l'enquête administrative et de l'enquête publique ont été pris en compte ou ont fait l'objet d'une réponse adaptée ;

CONSIDERANT que les bassins de décantation aval à créer (bassins A, B3 et C) seront pourvus de zones végétalisées (roseaux ou autres essences adaptées) afin de favoriser l'épuration des eaux ;
 CONSIDERANT que le projet de curage du ru de Chassins est abandonné ;
 CONSIDERANT que l'étude d'incidence sur la zone humide concernée par l'emprise du futur bassin de rétention A ne remet pas en cause la faisabilité du bassin moyennant certaines recommandations à respecter.

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne ;

- A R R E T E :

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Objet de l'autorisation

La commune de Trélou-sur-Marne est autorisée en application de l'article L.214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser des travaux d'équipements ruraux hydroviticols sur la commune de Trélou-sur-Marne - secteur de Chassins.

La rubrique définie au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. supérieure ou égale à 20 ha : Autorisation 2. supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha : Déclaration	Autorisation (102 ha)

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les travaux ont pour objectif de maîtriser l'écoulement des eaux sur le bassin versant viticole, de limiter les phénomènes d'érosion des sols et de coulée de boues, de limiter la pollution des eaux et des milieux aquatiques.

Ils consistent essentiellement en la création de chaussées bétons, la pose de caniveaux ou de canalisations, l'aménagement de bassins de rétention, de décantation et d'auto-épuration, la création d'ouvrages de rejet en eaux superficielles, notamment :

- 750 ml de fossé en terre
- 2 300 ml de canalisation circulaire de diamètre 300 à 1 200 millimètres
- 60 regards de visite à décantation
- 9 dépierreurs de 8 à 40 m³
- 1 600 ml de caniveau de 30x30 à 40x40 centimètres
- 240 ml de fossé à redan bétonné
- 12 000 m² de voirie hydraulique en béton
- 5 bassins de stockage de 650 - 800 - 850 - 2 600 - 8 000 m³

Les ouvrages sont dimensionnés pour des pluies de 24 millimètres en 30 minutes et de 32 millimètres en 120 minutes, considérées comme des événements pluvieux décennaux. Le système de collecte reste néanmoins opérant pour des événements pluvieux supérieurs.

Les ouvrages de rétention sont enterrés (absence de digue).

Outre les dispositions du présent arrêté, les travaux seront réalisés conformément au contenu du dossier de demande d'autorisation.

Des travaux et des aménagements à l'échelle de la parcelle, selon les préconisations de l'étude parcellaire de mars 2004, devront accompagner les travaux d'équipements hydroviticols du bassin versant.

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

Le bassin versant "secteur de Chassins" est divisé en trois sous-bassins avec pour chacun d'eux un rejet en rivière Marne (le rejet C0 ne s'effectue pas directement en Marne mais par l'intermédiaire du ru dit ru de Chassins) :

- Sous-bassin A "partie nord" :

Ce sous-bassin de 53 hectares est équipé d'un bassin de rétention et de décantation A de 8 000 mètres cubes dont le débit de fuite rejoint la rive droite de la rivière Marne via, de l'amont vers l'aval, une canalisation de diamètre 500 mm puis une canalisation de 800 mm puis un fossé puis une canalisation de diamètre 1 200 mm sous le chemin de halage.

Point kilométrique du rejet en Marne A0 : 25,675

Coordonnées Lambert étendu :

Latitude X = 685 070

Longitude Y = 2 454 625

- Sous-bassin B "partie Sud Ouest" :

Ce sous-bassin de 39 hectares est équipé de trois bassins de rétention et de décantation successifs de 650 mètres cubes, 800 mètres cubes et 2 600 mètres cubes, le débit de fuite du troisième bassin B3 de 2 600 mètres cubes rejoint la rive droite de la rivière Marne via, de l'amont vers l'aval, une canalisation de diamètre 400 mm puis une canalisation de diamètre 600 mm.

Point kilométrique du rejet en Marne B0 : 28,400

Coordonnées Lambert étendu :

Latitude X = 683 120

Longitude Y = 2 453 395

- Sous-bassin C "partie Sud Est" :

Ce sous-bassin de 10 hectares est équipé d'un bassin de rétention et de décantation C de 850 mètres cubes dont le débit de fuite rejoint la rive droite de la rivière Marne via, de l'amont vers l'aval, une canalisation de diamètre 300 mm puis le ru dit ru de Chassins.

Point kilométrique du rejet en Marne C0 : 28,400

Coordonnées Lambert étendu :

Latitude X = 683 120

Longitude Y = 2 453 395

Titre II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Article 3-1 : Caractéristiques des effluents rejetés dans la rivière Marne

Article 3-1-1 : Prescriptions sur les débits

Caractéristiques des débits par temps sec :

Les débits rejetés doivent être nuls, hormis si le réseau de collecte créé draine des eaux de sources.

Caractéristiques des débits par temps de pluie :

Point de rejet en Marne	Surface du bassin versant	Bassin de décantation aval (volume)	Débit maximal instantané en sortie de bassin	Volume maximal sur 24 heures consécutives en sortie de bassin
A0	53 ha	A (8 000 m ³)	50 litres par seconde	4 700 mètres cubes
B0	39 ha	B3 (2 600 m ³)	150 litres par seconde	4 400 mètres cubes
C0	10 ha	C (850 m ³)	50 litres par seconde	1 200 mètres cubes

Le bassin versant de 39 hectares, associé au point de rejet B0, est équipé plus en amont de deux autres bassins de décantation : bassin B1 de 650 m³ et bassin B2 de 800 m³.

Les bassins doivent être équipés d'un déversoir de sécurité, permettant d'évacuer les flux d'eau liés à des événements pluvieux exceptionnels et supérieurs aux pluies de projet.

Article 3-1-2 : Prescriptions sur les concentrations et les rendements

Paramètres	Concentration maximale instantanée en sortie de bassin	Valeur réductrice en sortie de bassin	Concentration maximale sur échantillon moyen d'un événement pluvieux en sortie de bassin	Rendement minimal (entrée / sortie du bassin)
MES	40 mg/l	80 mg/l	30 mg/l	80 %
DCO	50 mg/l	90 mg/l	30 mg/l	60 %
DBO5	10 mg/l	20 mg/l	6 mg/l	60 %
NTK	2 mg/l	3 mg/l	1,5 mg/l	40 %
NO3	2 mg/l	3 mg/l	1,5 mg/l	40 %
PO4	0,2 mg/l	0,3 mg/l	0,15 mg/l	40 %
Cl-	10 mg/l	15 mg/l	6 mg/l	40 %
Cuivre	0,4 mg/l	0,6 mg/l	0,3 mg/l	40 %

La maîtrise de la pollution, notamment les matières en suspension ainsi que la pollution chimique, doit s'effectuer à la source, par des pratiques culturales respectueuses de l'environnement (notamment une utilisation minimale et strictement nécessaire des produits phytosanitaires) et par des aménagements parcellaires performants (notamment une généralisation de l'enherbement ou d'une couverture du sol adaptée). En prolongement, la viticulture biologique est à encourager.

Article 3-1-3 : Substances Prioritaires et dangereuses prioritaires

Les eaux ne doivent pas contenir les substances visées par le décret n° 2005-378 du 20 avril 2005, ni celles figurant dans la liste ci-dessous, dans des concentrations susceptibles de conduire à une concentration, dans les boues issues du traitement (boues décantées dans les bassins) ou dans le milieu récepteur, supérieure à celle fixée réglementairement :

- Alachlore
- Diphényléthers bromés
- C10-13-chloroalcane
- Chlorphéninphos
- Chlorpyrifos
- Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)
- Diuron
- Fluoranthène
- Isoproturon
- Nonylphénols
- Octylphénols
- Pentachlorobenzène
- Composés du tributylétain

Article 3-1-4 : Prescriptions complémentaires

- Température :

La température de l'effluent rejeté doit être inférieure à 25° C.

- pH :

Le pH doit être compris entre 6 et 8,5.

- Couleur :

L'effluent ne doit pas entraîner une modification de couleur du milieu récepteur supérieure à 100 mg/Pt/l.

- Odeur :

L'effluent ne doit dégager aucune odeur putride ou ammoniacale avant ou après cinq jours d'incubation à 20°C.

- Substances capables d'entraîner la destruction du poisson :

Le rejet ne doit pas contenir de substances quelconques dont l'action ou les réactions, après mélange partiel avec les eaux réceptrices à 50 mètres en aval du point de rejet, entraînent la destruction du poisson ou nuisent à sa nutrition, à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire, ou présentent un caractère létal à l'égard de la faune benthique.

- Hydrocarbures :

L'effluent ne doit pas provoquer l'apparition d'un film visible à la surface de l'eau à l'aval immédiat du rejet, sur les berges ou sur les ouvrages situés à proximité.

Article 3-1-5 : Evolution des normes de rejet

Les normes de rejet pourront à tout moment être revues par l'administration en fonction :

- des performances épuratoires réelles des bassins,
- des objectifs du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Seine-Normandie, en particulier ceux qui seront fixés à l'horizon 2015 en application de la loi de transposition du 21 avril 2004 de la directive Cadre sur l'Eau,
- de l'évolution des connaissances du bassin hydrographique de la Seine, de la nécessaire amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques du sous-bassin de la Marne,
- de l'évolution de la réglementation.

Article 4 : Moyens d'analyses, de surveillance et de contrôle (y compris auto-contrôle)

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements en vigueur sur la police de l'eau.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques pourront effectuer des contrôles inopinés sur les rejets et sur les cours recevant les effluents.

Les opérations de surveillance ou d'auto-contrôle, les travaux d'entretien ou de réparation sont de la responsabilité du permissionnaire et sont réalisés à ses frais et à son initiative selon les fréquences définies et/ou nécessaires pour le maintien des ouvrages et de l'efficacité des installations.

Article 4-1 : Auto-contrôle :

Les dispositifs de rejet seront aménagés de manière à permettre la mesure du débit et le prélèvement d'échantillons représentatifs de l'effluent.

Une fois par an, le permissionnaire devra réaliser pour chaque rejet en rivière Marne, lors d'un épisode pluvieux significatif, des prélèvements d'échantillons représentatifs de l'effluent, en amont et en aval du bassin de décantation (bassin situé avant le rejet dans le milieu naturel).

Les paramètres analysés seront au moins ceux figurant à l'article 3-1-2 du présent arrêté.

Un rapport sur les conditions de réalisation des prélèvements (contexte, pluviométrie, situation précise des points de prélèvement, ...) et sur le résultat des analyses sera transmis une fois par an au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Article 4-2 : Produits de curage des ouvrages :

Les bassins devront être curés à la fréquence nécessaire à leur bon fonctionnement.

Le taux d'encrassement des bassins ne devra pas dépasser 20%.

Les produits de curage devront être évacués et traités dans les conditions réglementaires.

Le permissionnaire informera le service chargé de la police de l'eau des opérations de curage des bassins et de la destination des sous-produits correspondants. Un régilage des boues dans les terres plantées en vignes est à privilégier.

Avant le curage des bassins, le permissionnaire devra réaliser une analyse des sédiments sur les métaux lourds (Cuivre, Chrome, Cadmium, ...). Le résultat des analyses sera transmis au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau Seine-Normandie.

Les opérations de curage seront listées dans le rapport annuel précité dans le paragraphe auto-contrôle, en précisant les volumes extraits par bassin, la technique de curage, la date de réalisation, le prestataire, le mode de gestion des produits de curage et toute autre information utile.

Article 4-3 : Surveillance et entretien des installations :

Les installations doivent faire l'objet d'une surveillance régulière.

Elles doivent être régulièrement entretenues de façon à leur garantir un fonctionnement optimal et conforme à leurs usages (entretien des voiries hydrauliques et des chemins, nettoyage des canalisations, des caniveaux, des déversoirs de sécurité, curage des ouvrages de décantation, entretien de la végétation se développant dans les bassins et dans les fossés, ...).

Les ouvrages doivent être inspectés visuellement après chaque épisode pluvieux significatif.

Les opérations d'entretien seront listées dans le rapport annuel précité dans le paragraphe auto-contrôle, en précisant le type d'intervention, la date de réalisation, le prestataire, le mode de gestion des déchets et toute autre information utile.

Article 4-4 : Travaux d'entretien ou de réparation :

Lorsque des travaux susceptibles d'altérer la qualité des rejets sont nécessaires, le permissionnaire en avise préalablement le service chargé de la police de l'eau et le service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Article 4-5 : Entretien du ru dit ru de Chassins :

Le ru dit ru de Chassins est un cours d'eau.

Il doit faire l'objet d'un entretien régulier (entretien sélectif de la végétation rivulaire ou ripysilve).

Tout recalibrage (modification de tracé ou modification de profils) est interdit sans autorisation préalable du service chargé de la police de l'eau.

Le curage ne peut être qu'un curage d'entretien localisé aux secteurs fortement affectés par des dépôts de sédiments (rétablissement des conditions normales d'écoulement sur le cours d'eau).

Toute opération de curage devra faire l'objet d'un dossier spécifique qui sera soumis préalablement à l'avis du service chargé de la police de l'eau et à l'office national de l'eau et des milieux aquatiques.

Les bassins de rétention et de décantation mis en place doivent permettre de ne pas colmater le cours d'eau et d'éviter les opérations importantes de curage.

Article 5 : Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Les bassins de rétention et de décantation doivent être équipés d'un système permettant de confiner une pollution accidentelle. Les polluants confinés devront être pompés et évacués dans un centre de traitement agréé. Une procédure de gestion des incidents ou accidents sera réalisée par le permissionnaire.

Article 6 : Mesures correctives et compensatoires

Article 6-1 : Etude d'aménagement des bassins permettant de favoriser l'épuration des eaux :

Les bassins de décantation aval à créer (bassins A, B3 et C) seront pourvus de zones végétalisées (roseaux ou autres essences adaptées) afin de favoriser l'épuration des eaux.

Article 6-2 : Aménagements parcellaires :

Des travaux et des aménagements à la parcelle permettant de réduire le ruissellement, l'érosion et les coulées de boues doivent être encouragés et mis en oeuvre (réduction de la longueur des rangs de vignes, enherbement, couverture du sol par écorces, ...), notamment selon les préconisations de l'étude parcellaire du vignoble réalisée en 2004.

La qualité des eaux doit être maîtrisée à la source par une utilisation minimale et strictement nécessaire des produits phytosanitaires.

Article 6-3 : Aménagements des rejets en Marne :

Les rejets en Marne par canalisation seront équipés d'une tête d'aqueduc protégée de part et d'autre par au moins cinq mètres linéaires d'enrochements posés sur filtre géotextile. Les ouvrages seront perpendiculaires à la rivière ou légèrement orientés vers l'aval du cours d'eau et ne devront pas faire saillie par rapport à la berge.

Le permissionnaire adressera au service chargé de la police de l'eau et au service gestionnaire du domaine public fluvial (l'établissement public Voies navigables de France, représenté par la Subdivision de Château-Thierry - 17 route de Château-Thierry - 02400 MONT-SAINT-PERE), un dossier avec les plans de situation et les schémas de principe des exutoires en rivière Marne.

Article 6-4 : Ouvrages situés dans l'emprise des routes départementales RD 20 - RD 320 (fossés latéraux, passages sous-chaussées) :

Le permissionnaire contactera le Conseil général de l'Aisne - Service "exploitation et sécurité" de la Direction de la voirie départementale - pour tous les ouvrages existants ou à créer impactant la voirie départementale (fossés latéraux aux routes départementales, passages sous-chaussées, raccordements d'ouvrages, ...) et sollicitera les autorisations nécessaires.

Le permissionnaire adressera au Conseil général de l'Aisne - Service "exploitation et sécurité" de la Direction de la voirie départementale - un dossier avec les plans de situation et les schémas de principe des ouvrages concernés.

Article 6-5 : Mesure de préservation de la plaine alluviale inondable :

Il est interdit de créer des excavations (même si elles sont ensuite comblées par d'autres matériaux) dans la zone inondable de la rivière Marne, en vue de puiser de la terre et de la régaler sur les coteaux viticoles.

Les aménagements parcellaires, complémentaires aux travaux d'équipements ruraux hydroviticols, doivent permettre de maintenir les sols en place et de limiter l'érosion des terres.

Rappel : Le règlement du Plan de Prévention du Risque inondation (Article 2.1-12) interdit en zone rouge toute excavation, quel qu'en soit le volume, à l'exception des carrières sous certaines conditions, et de celles entrant dans le cadre de mesures compensatoires permises pour certains projets spécifiques.

Article 6-6 : Etude d'incidence sur la zone humide située à l'emplacement du futur bassin A :

Les recommandations portant sur l'aménagement et l'entretien du bassin A, fournies par l'étude d'incidence (expertise faune flore) sur la zone humide existante, au lieu-dit l'Arpent Pierreux – parcelle communale cadastrée secteur B n° 1937, devront être respectées.

Ces recommandations visent à maintenir la zone humide existante et à développer ses fonctionnalités.

Elles comprennent notamment :

- le reprofilage des talus avec une pente de 2 pour 1,
- un approfondissement de 50 à 60 centimètres de la zone rudérale pour étendre la zone humide,
- le maintien de la variation des niveaux topographiques au fond du futur bassin,

- les ouvrages de remplissage seront situés sur le côté Nord-Ouest du bassin, l'un d'eux sera aménagé en rampe d'accès avec une pente de 15 % environ pour accéder au bassin et pouvoir réaliser les interventions nécessaires (en particulier, l'enlèvement des vases et des matériaux apportés par les eaux de ruissellement),
- les plantes qui colonisent le fond du bassin pourront supporter une submersion temporaire lors du remplissage du bassin,
- la limitation du développement des saules sera recherchée par une coupe sélective tous les 2 à 3 ans, pour assurer une diversité végétale dans le futur bassin. Une partie de la saulaie favorable à certaines espèces (notamment les passereaux) sera maintenue.
- le faucardage pourra être réalisé sur une partie du site tous les deux ans avec évacuation des végétaux du site (roseaux, massettes),
- le maintien des zones en eau sera assuré en positionnant la vidange à une cote de 20 à 30 centimètres au dessus du fond du futur bassin, un maintien du niveau d'eau nécessaire pour certaines espèces (amphibiens) sera ainsi assuré,
- l'enlèvement des vases et des boues pourra s'effectuer depuis la rampe d'accès,
- le nettoyage du site est indispensable, notamment l'évacuation des déchets observés sur le site et sur ses abords,
- les travaux de talutage des berges, d'approfondissement de la zone rudérale et toutes les interventions sur le site devront s'effectuer en période hivernale (octobre à mars), en dehors des périodes de reproduction,
- les travaux seront réalisés avec des engins équipés de chenilles ou de pneus basse pression pour limiter les phénomènes de tassement ; tout accès intempestif dans la zone humide sera évité et les travaux depuis les berges seront favorisés, les opérations de faucardage pourront être réalisées manuellement,
- la clôture du site pourra être réalisée sur le pourtour de la parcelle communale, sans que celle-ci n'empêche la libre circulation de la faune.

Titre III – DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Découvertes archéologiques

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie doit être déclarée sans délai au Maire de la commune conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine.

Compte tenu des risques de destruction liés à l'impact du projet, celui-ci fera l'objet de prescriptions archéologiques de la part de la Direction régionale des affaires culturelles de Picardie.

Article 8 : Chemins de randonnées

Les repères géodésiques seront maintenus et les chemins de randonnées seront conservés en bon état.

Article 9 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente (30) ans à compter de sa notification au pétitionnaire.

Article 10 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R.214-18 du code de l'environnement.

Article 11 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Faute par le permissionnaire de se conformer aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux dispositions prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par la présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 12 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Le service chargé de la police de l'eau et l'office national de l'eau et des milieux aquatiques doivent être informés le plus rapidement possible de tout incident ou accident survenu sur les ouvrages et ayant provoqué une dégradation du milieu récepteur.

Article 13 : Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement, devra adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R 214-20 du code de l'environnement.

Article 14 : Remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le pétitionnaire décide de ne pas en demander le renouvellement, le préfet peut faire établir un projet de remise en état des lieux total ou partiel accompagné des éléments de nature à justifier celui-ci.

Article 15 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 16 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 18 : Modalités d'occupation du domaine public fluvial

Le permissionnaire s'acquittera auprès de l'établissement public Voies navigables de France, gestionnaire du domaine public fluvial, des formalités relatives à l'occupation du domaine et se conformera aux prescriptions afférentes.

Article 19 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Aisne, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de l'Aisne.

Un extrait de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché pendant une durée minimale d'un (1) mois dans la mairie de la commune de Trélou-sur-Marne.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de l'Aisne, ainsi qu'à la mairie de la commune de Trélou sur Marne pendant une durée de deux mois à compter de la publication de l'arrêté.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Aisne pendant une durée d'au moins un (1) an.

Article 20 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier 80011 AMIENS CEDEX, à compter de sa publication au recueil des actes administratifs dans un délai de deux mois par le pétitionnaire et dans un délai de quatre ans par les tiers dans les conditions de l'article L.514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 21 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le Sous-préfet de Château-Thierry, le Maire de la commune de Trélou sur Marne, le Chef du service départemental de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le Directeur départemental des Territoires, le Chef du service de la navigation de la Seine, le Commandant du groupement de la Gendarmerie de Château-Thierry, le Directeur régional des affaires culturelles de Picardie, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le Directeur général de Voies navigables de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne, et dont une copie sera adressée au pétitionnaire.

Laon, le 8.01.2010 Pour le Préfet
Le Préfet

et par délégation

Jehan-Elie WINCKLER
Le Secrétaire Général

DUPLICATA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L' AISNE

Direction départementale des Territoires de l'Aisne

Service environnement

📁 n° LE/2010/

Arrêté préfectoral portant déclaration d'intérêt général au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement les travaux d'équipements hydroviticols de la commune de Trélou-sur-Marne, lieudit « secteur de Chassins ».

**Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code rural, notamment les articles L.151-36 à L.151-40 ;
VU le code de l'environnement, notamment les articles L.122-1 à L.122-11, L.211-7, R.122-1 et suivants, R.123-1 et suivants, R.214-88 à R.214-108 ;
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-4 à R. 11-14 ;
VU le code civil, et notamment son article 640 ;
VU l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 du Préfet de la région d'Ile de France, portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
VU la délibération du conseil municipal de Trélou-sur-Marne du 7 juin 2007 ;
VU la demande d'autorisation complète et régulière déposée au titre de l'article L.211-7 du code de l'environnement reçue le 1er juillet 2008, présentée par la commune de Trélou-sur-Marne, représentée par le Maire, Monsieur Michel GUEUCIER, enregistrée sous le n° 02-2008-0012 et relative aux travaux d'équipements ruraux hydroviticols sur le territoire de la commune de Trélou-sur-Marne, secteur de Chassins ;
VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 5 janvier 2009 au 5 février 2009 inclus ;
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 13 mars 2009 ;
VU le rapport rédigé par le service de police de l'eau en date du 2 octobre 2009 ;
VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de l'Aisne en date du 16 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent d'asseoir une répartition équilibrée des dépenses d'investissement et de fonctionnement ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne ;

ARRETE :

Article 1 : Objet de la déclaration

L'ensemble des travaux d'équipements ruraux hydroviticols projetés et arrêtés par la commune de TRELOU-SUR-MARNE sur son territoire, dont le détail figure au dossier soumis à enquête publique du 5 janvier au 5 février 2009 inclus, est déclaré d'intérêt général au sens de l'article L.151-36 du code rural.

Article 2 : Participations financières

La commune de Trélou-sur-Marne est autorisée à faire participer financièrement aux travaux, les propriétaires du périmètre fixé dans la liste des personnes appelée à participer, figurant au dossier soumis à enquête publique du 5 janvier au 5 février 2009 inclus.

Les sommes seront recouvrées comme en matière de contributions directes, au vu d'un rôle dressé par le maire. Le receveur municipal est chargé du recouvrement.

Article 3 : Calcul des cotisations

Le calcul des cotisations est basé sur quatre critères en fonction de l'intérêt et de la responsabilité aux travaux :

- la valeur vénale de la parcelle
- l'exploitation de la parcelle
- la pente de la parcelle
- le recouvrement de la parcelle

Les modalités de calcul sont décrites dans la notice de déclaration d'intérêt général figurant au dossier soumis à enquête publique du 5 janvier au 5 février 2009 inclus.

Article 4 : Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien et de conservation en bon état des ouvrages ont un caractère obligatoire. Les frais d'une année seront avancés par la commune et répercutés l'année suivante sur la cotisation des propriétaires.

Article 5 : Voies et délais de recours

En matière de voies et délais de recours, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'AMIENS, 14 rue Lemerchier 80011 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 6 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture, le Sous-préfet de Château-Thierry, le Maire de Trélou-sur-Marne, le Chef du Service de la navigation de la Seine, le Directeur départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laon, le
Le Préfet

8.01.2010

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire général

Jean-Eric WINCKLER